

Retraites : Aie confiance...

12 octobre 2018

Retraites : « Aie confiance... »

Tel est le credo du gouvernement sur la réforme des retraites.

RETRAITES

Pourtant Delevoye, haut commissaire chargé de cette réforme le dit : il y aura une « règle d'or* ». Ce terme est volontairement choisi, il indique la volonté du gouvernement de ne pas dépasser l'enveloppe actuelle (14 % du Produit Intérieur Brut, c'est-à-dire la richesse nationale créée) quel que soit le nombre de personnes concernées, leur durée de vie, leurs conditions d'emploi ou de chômage en fin de carrière...

Si l'aspiration légitime de toutes et de tous est que :

- les retraité-es actuel-les gardent les droits qu'ils et elles ont acquis par leur travail,
- ceux et celles qui seront retraité-es demain soient rémunéré-es à hauteur des engagements pris quand ils et elles ont commencé à payer des cotisations de retraite en travaillant...

Alors, le respect de cette fameuse « règle d'or » est tout simplement impossible !

A entendre le gouvernement, tout le monde aurait à gagner au nouveau système :

- les fonctionnaires avec leurs primes,
- les personnes qui ont travaillé dans des emplois peu ou mal rémunérés ou en temps partiel souvent contraint, pour beaucoup ce sont des femmes,
- les hauts salaires parce qu'il est normal que « de belles carrières* » fassent « de belles retraites* »,
- les retraité-es actuel-les qui ne perdraient rien, ni leur pension, ni les droits à la réversion...
- les femmes qui garderaient les droits familiaux et dès le premier enfant puisqu'elles ont des enfants « dans l'intérêt de la nation* ».

Tout ceci n'est qu'une illusion, du marketing dans le contexte de la fameuse « règle d'or » ! Forcément certain-es vont « perdre » encore un peu plus, si ce n'est tout le monde, puisque la valeur du point ne sera pas fixe !

Si nous ne voulons pas perdre notre vie à la gagner, ne pas travailler jusqu'à n'en plus pouvoir, nous ne pouvons pas laisser les patrons, le CAC 40, les marchés financiers, les plus riches, gagner encore plus d'argent sur notre dos quand nous travaillons et sur le dos de nos aîné-es quand ils ont enfin arrêté. Il faut répartir autrement les richesses, augmenter la part patronale des cotisations de retraite, augmenter les salaires pour qu'il y ait plus de cotisations. Est-ce irréaliste ? Non ! Les profits s'envolent sans que l'emploi se crée, sans que le niveau de vie augmente...

Alors organisons-nous et luttons pour :

- Augmenter nos salaires, nos cotisations sociales
- Une retraite au moins équivalente à 75% du dernier salaire ou des meilleures années de travail
- Un minimum retraite égal au SMIC pour tous et toutes
- Un départ possible à 60 ans ou plus tôt pour les métiers pénibles

Leur retraite à points, ni aujourd'hui, ni demain !

* Propos tenus par Jean-Paul Delevoye, chargé de dossier retraites, lors d'une interview sur France Inter le 11 octobre

Union
syndicale
Solidaires

144 boulevard de La Villette 75019 Paris Tél : 01 58 39 30 20
Contact@solidaires.org www.solidaires.org



Pourtant Delevoye, haut commissaire chargé de cette réforme le dit : il y aura une « règle d'or* ». Ce terme est volontairement choisi, il indique la volonté du gouvernement de ne pas dépasser l'enveloppe actuelle (14 % du Produit Intérieur Brut, c'est-à-dire la richesse nationale créée) quel que soit le nombre de personnes concernées, leur durée de vie, leurs conditions d'emploi ou de chômage en fin de carrière...

Si l'aspiration légitime de toutes et de tous est que :

- les retraité-es actuel-les gardent les droits qu'ils et elles ont acquis par leur travail.
- ceux et celles qui seront retraité-es demain soient rémunéré-es à hauteur des engagements pris quand ils et elles ont commencé à payer des cotisations de retraite en travaillant... Alors, le respect de cette fameuse « règle d'or » est tout simplement impossible !

A entendre le gouvernement, tout le monde aurait à gagner au nouveau système :

- les fonctionnaires avec leurs primes,
- les personnes qui ont travaillé dans des emplois peu ou mal rémunérés ou en temps partiel souvent contraint, pour beaucoup ce sont des femmes,
- les hauts salaires parce qu'il est normal que « de belles carrières* » fassent « de belles retraites* »,
- les retraiteé-es actuel-les qui ne perdraient rien, ni leur pension, ni les droits à la réversion... - les

femmes qui garderaient les droits familiaux et dès le premier enfant puisqu'elles ont des enfants « dans l'intérêt de la nation* ».

Tout ceci n'est qu'une illusion, du marketing dans le contexte de la fameuse « règle d'or » ! Forcément certain.es vont perdre encore un peu plus, si ce n'est tout le monde, puisque la valeur du point ne sera pas fixe !

:

Si nous ne voulons pas perdre notre vie à la gagner, ne pas travailler jusqu'à n'en plus pouvoir, nous ne pouvons pas laisser les patrons, le CAC 40, les marchés financiers, les plus riches, gagner encore plus d'argent sur notre dos quand nous travaillons et sur le dos de nos aîné-es quand ils ont enfin arrêté. Il faut répartir autrement les richesses, augmenter la part patronale des cotisations de retraite, augmenter les salaires pour qu'il y ait plus de cotisations.

Est-ce irréaliste ? Non ! Les profits s'envolent sans que l'emploi se crée, sans que le niveau de vie augmente...

Alors organisons-nous et luttons pour :

- Augmenter nos salaires, nos cotisations sociales
- Une retraite au moins équivalente à 75% du dernier salaire ou des meilleures années de travail
- Un minimum retraite égal au SMIC pour tous et toutes
- Un départ possible à 60 ans ou plus tôt pour les métiers pénibles

Leur retraite à points, ni aujourd'hui, ni demain !

* Propos tenus par Jean-Paul Delevoye, chargé du dossier retraite, lors d'une interview sur France Inter le 11 octobre

- Emplacement : [inFORMER LES SALARIÉ-ES](#) > [Tous les arguments](#) > [Les argumentaires](#) >
- Adresse de cet article : <https://solidaires.org/Retraites-Aie-confiance>